

## L'ÉNERGIE

ON DEMANDE DE REPRENDRE LES NÉGOCIATIONS AVEC TERRE-NEUVE EN VUE DE RÉGLER LES DIVERGENCES DE VUE CONCERNANT LES RESSOURCES SOUS-MARINES

**M. Brian Tobin (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, je veux profiter de l'occasion pour réclamer encore une fois la reprise des négociations en vue de résoudre le conflit qui oppose Ottawa et le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador au sujet des ressources sous-marines.

Vous, monsieur le Président, et les députés doivent savoir qu'hier encore, ici à Ottawa, le premier ministre Peckford n'a pas réussi à obtenir du chef de l'opposition officielle (M. Mulroney) qu'il formule par écrit la position du parti conservateur sur ce point. Comme pour toutes les autres questions de principe, monsieur le Président, ou bien les conservateurs n'ont pas de politique ou bien ils refusent de la faire connaître. Le parti conservateur a le devoir de tirer au clair l'énorme divergence de vues au sein du parti concernant les ressources sous-marines dont témoigne leur chef, qui a déclaré qu'ils n'avaient aucune politique, tandis que le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) déclarait qu'ils avaient l'intention de céder devant M. Peckford. Il est évident qu'ils ne parviennent pas à s'entendre.

Je le répète, le premier ministre Peckford doit renoncer dans l'intérêt des habitants de Terre-Neuve et du Labrador, et en particulier les chômeurs de sa province, à son attitude belliqueuse et retourner aussitôt que possible à la table des négociations.

\* \* \*

## LES FINANCES

L'UTILISATION DU REVENU PRODUIT PAR LA TAXE RELATIVE À LA PARTICIPATION CANADIENNE

**M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody):** Monsieur le Président, la taxe relative à la participation canadienne a servi à faire l'acquisition de Petrofina. Les Canadiens qui ont déjà payé Petrofina continuent à payer la taxe chaque fois qu'ils font le plein d'essence. Le pire, c'est que le parti qui a été élu parce qu'il avait promis que l'essence se vendrait bon marché est celui-là même qui en maintient le prix à un cours inutilement élevé pour pouvoir réaliser ses desseins.

● (1410)

Que va-t-il faire de ces recettes fiscales? C'est bien simple: Il va les donner à Dome Petroleum en plus des 875 millions de dollars que cette société a déjà reçus en subventions. Voilà qui fait une belle jambe aux petites entreprises et aux propriétaires de maison de la région de Mission-Port Moody! Le gouvernement les regarde s'en aller à la dérive, monsieur le Président. Ceux qui réussissent à se maintenir à flot voient leur argent fondre en subventions qu'on accorde aux grandes sociétés en laissant, bien sûr, les banques à charte prendre leur part. Étant donné que les entreprises ont déjà suffisamment de peine à soutenir la concurrence, pourquoi les imposer jusqu'à la corde pour en faire profiter leurs concurrents?

Monsieur le Président, les faits sont éloquentes. Le parti libéral est le parti des grandes sociétés qui persécutent la petite entreprise et le travailleur ordinaire avec la complicité des banques à charte.

## Article 21 du Règlement

### L'EMPLOI

LE PROJET SPÉCIAL DE RELANCE À MISSISSAUGA (ONT.)

**M. Douglas Fisher (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur le Président, compte tenu de la controverse actuelle, je me dois de rappeler à la Chambre que les députés libéraux se soucient véritablement des difficultés qu'éprouvent les chômeurs. Ce sont eux qui se sont employés à trouver la solution à ce problème.

Je voudrais ainsi faire état de deux exemples dont j'ai été directement témoin, qui prouvent bien le désintéret à cet égard des conservateurs. On a mis en œuvre à Mississauga un projet spécial de relance de plus de 2 millions et demi de dollars. Le gouvernement fédéral est donc en train de créer des emplois dont on a grandement besoin dans les secteurs du bâtiment et du tourisme en faisant construire un nouveau port de plaisance en bordure du lac. A deux reprises au moins, et il en a longuement été question dans les médias, il m'a été donné de participer personnellement au financement et aux travaux de ce projet. On n'a pourtant jamais vu le député conservateur, ni entendu parler de lui, et ce dernier ne sait probablement rien des avantages que pareille initiative représente pour Mississauga, ou bien il s'en fiche éperdument.

Dans la même veine, monsieur le Président, il m'a également été donné, il y a plus d'un an de cela, de collaborer avec les Infirmières de l'Ordre de Victoria à la construction d'une maison de repos. Dans ce cas-là cependant, le projet s'est révélé trop important pour n'être subventionné que par une seule circonscription et les infirmières ont sollicité l'appui financier du député conservateur de York-Peel (M. Stevens). Eh bien, il nous a répondu par un non retentissant! Il ne s'est soucié ni des emplois qu'on aurait pu créer, ni des malades qu'on aurait pu aider.

Ne vous laissez surtout pas bernier par le débat actuel, monsieur le Président. Les députés conservateurs sont parfaitement au courant de la situation, car ils voient bien l'utilité des initiatives gouvernementales. C'est tout simplement que cela les laisse dans l'indifférence totale.

**M. le Président:** Le temps de parole imparti au député est écoulé.

\* \* \*

## LES PARCS NATIONAUX

ON PROPOSE LA CRÉATION DE TROIS PARCS DANS LE NORD

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Monsieur le Président, j'ai appris que le ministre de l'Environnement avait donné ses ordres électoraux à ses collaborateurs de Parcs Canada. Il veut créer trois parcs nationaux dans le nord du Canada avant les prochaines élections fédérales, ce qui veut dire qu'ils ont moins d'un an pour se conformer aux critères de la politique de Parcs Canada en matière de création de parcs nationaux.

Il faut passer par trois étapes essentielles. La première, c'est l'identification et le choix des parcs éventuels. La deuxième, c'est la consultation, les études de faisabilité et les négociations. La dernière étape est la présentation et l'adoption d'une mesure législative portant sur la création d'un parc national.

Pourtant, on n'a pas tenu d'audiences publiques pour «savoir entre autres quel intérêt suscite la création d'un nouveau parc,